

Unité départementale de la Vendée  
Cité administrative TRAVOT  
10 rue du 93ème RI - Bât A2  
85000 Roche sur yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 27 avril 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

### **ATLANTIC CATA**

11 RUE DU FONDOUET  
85600 La Boissière-de-Montaigu

Références : D 23.0183

Code AIOT : 0006311280

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 dans l'établissement ATLANTIC CATA implanté ZA de l'Hermitage 85130 Bazoges-en-Paillers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATLANTIC CATA
- ZA de l'Hermitage 85130 Bazoges-en-Paillers
- Code AIOT : 0006311280
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ATLANTIC CATA a été autorisée par arrêté préfectoral du 01/04/2021 à exploiter un centre de récupération de pots catalytiques qui sont cisailés afin d'en récupérer la structure interne (nid d'abeille) contenant des divers métaux. Elle réalise également du regroupement et transit de batteries.

L'ensemble du site a été inspecté (bâtiment principal, bâtiment en cours de construction et les extérieurs).

Cette inspection inopinée s'inscrit dans l'action régionale 2023 sur l'état des stocks.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks
- Registre déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
2	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Registre RNDTS informatisé	Code de l'environnement du 29/06/2021, article R541-43	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R541-45	/	Sans objet
5	Etat des stocks de déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 1	/	Sans objet
6	Etat des stocks de déchets métalliques	Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 5.11	/	Sans objet
7	Notification d'exportation de déchets	Code de l'environnement du 19/08/2015, article L541-40	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le registre de suivi des déchets s'appuie sur un nouveau logiciel, et nécessite encore des améliorations dans les saisies effectuées.

L'inspection rappelle que les données saisies dans les registres, doivent être remontées vers l'application ministérielle RNDTS, sauf celles figurant déjà sur Trackdéchets.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur la nature et les quantités de déchets présents sur le site lors de <sup>ce</sup> contrôle inopiné.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Registre déchets entrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1 Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;
- c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
  - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
  - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
  - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :
  - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
  - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
  - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :** L'exploitant dispose d'un registre de suivi des déchets réceptionnés (NESSY). Ce registre informatique a été conçu pour répondre à l'arrêté ministériel du 31/05/2021 relatif aux registres des déchets.

Ce logiciel avait été vu lors de la précédente inspection.

L'inspection constate que les données saisies restent difficilement accessibles, car le registre contient des données correspondant à des acomptes financiers dans des champs de saisie correspondant à la réception des déchets. En outre, certaines réceptions de déchets dangereux, faisant l'objet d'un bordereau de déchet dans le logiciel Trackdéchet n'y figurent pas.

Compte tenu de ces erreurs de saisie, les données exportées par NESSY ne reflètent donc pas la réalité de l'activité de réception des déchets.

L'inspection a également constaté sur les fichiers exportés des quantités réceptionnées négatives (exemple au 11/01/2023 pour des pots catalytiques), ou l'absence de numéros de récépissé préfectoral pour le transport (sur l'extraction effectuée d'octobre 2022 au 28 février 2023 notamment).

Compte tenu des remarques, le constat est jugé comme étant susceptible de suites.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Registre déchets sortants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

## Article 2

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :** L'exploitant dispose d'un registre de suivi des déchets sortants (NESSY). Ce registre informatique a été conçu pour répondre à l'arrêté ministériel du 31/05/2021 relatif aux registres des déchets.

Ce logiciel avait été vu lors de la précédente inspection.

Les trois types de déchets sortants sont:

- le monolithe broyé issu du cisailage des pots catalytiques

- l'enveloppe métallique des pots cisailés

- des batteries

Un export des données du logiciel Nessy montre que ne figurent pas sur le registre :

- Le code de traitement des déchets expédiés, .

- le numéro communautaire pour les exportations.

- les informations relative au transport (même si l'exploitant assure lui-même le transport des déchets).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Trackdéchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article R541-45
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article R541-45</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p> <p>(...)</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a un accès à l'application Trackdéchets. Certains bordereaux de suivi de déchets dangereux ont été examinés par sondage (BSD-20221125-A9854KG5R, BSD-20230110-48YE7Q6AA, BSD-20230119-DY0RP1E76, BSD-20230202-XYAMS4YAX, BSD-20230220-KYBEV6TC4, BSD-20230220-NXYE9YGCM).</p> <p>Il apparaît que cette application est également utilisée pour l'évacuation de déchets non dangereux, tels que les enveloppes métalliques des pots catalytiques. Cette utilisation spécifique pour les déchets non dangereux ne dispense pas de la tenue du registre déchets imposé par l'arrêté ministériel du 31/05/2021.</p> <p>Comme le prévoit la réglementation, l'inspection souligne que cette application n'est pas utilisée pour les déchets soumis à l'exportation.</p> <p>Cette prescription est jugée conforme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Registre RNDTS informatisé

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/06/2021, article R541-43
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article R541-43</p> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> <p>(...)</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>(...)</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>(...)</p>

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.  
(...)

**Constats :** L'exploitant a mis en place un registre de suivi des déchets réceptionnés et sortants via un logiciel interne dédié. Il utilise pour cela également l'application Trackdéchets pour certains déchets dangereux, et l'application Gistrid pour l'exportation de monolithe broyé.

S'agissant d'un centre de tri, regroupement et de traitement de déchets, l'inspection rappelle que les données concernant la gestion des déchets doivent être reportées sur l'application nationale RNDTS (site Internet: <https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr>). Toutefois, les données déjà présentes sur Trackdéchets n'ont pas à être reportées sur cette application.

L'exploitant doit mettre en place la transmission de ses données vers RNDTS à compter du 1er mai 2023 (cf période définie sur cette page: <https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/actualite/actualite/delai-de-tolerance-jusquau-1er-mai-2023-pour-rndts>).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 5 : Etat des stocks de déchets dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 1

**Thème(s) :** Autre, Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

La rubrique de classement n°2718.1 impose une limitation maximale de 44 Tonnes pour le transit de déchets dangereux suivants:

- Pots catalytiques
- Monolithes broyés
- Batteries usagées

**Constats :** Lors de la visite, l'inspection a constaté en déchets dangereux la présence d'environ:

- 8 tonnes de batteries
- 7 tonnes de céramiques (monolithes broyés)
- 1 tonne de pots catalytiques non broyés

Les quantités présentes respectent les critères de l'autorisation préfectorale.

**Observations :** Lors de la rédaction de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/02/2023, les deux articles 5.4 et 5.5 de l'arrêté préfectoral du 01/04/2021 n'ont pas été ajustés à la demande de modification formulée le 14/06/2022.

Ces articles mentionnent encore des tonnages maximums par nature de déchets.

Un arrêté préfectoral complémentaire sera à prévoir.

En outre il est rappelé à l'exploitant que l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 lui est aussi directement opposable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Cet article impose que :

« L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou



batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. »

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 6 : Etat des stocks de déchets métalliques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 5.11

**Thème(s) :** Autre, Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Article 5.11- Stockage des déchets

Le stockage des déchets sur site est réalisé de façon à réduire au maximum le risque environnemental :

(...)

Les enveloppes métalliques des pots catalytiques, collectées après traitement des pots catalytiques sont stockées dans une benne dédiée de 30 m<sup>3</sup> (...).

**Constats :** L'inspection a constaté la présence d'une unique benne (d'un volume inférieur à 30 m<sup>3</sup>) contenant les enveloppes métalliques.

La quantité maximale présente respecte l'arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 7 : Notification d'exportation de déchets

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/08/2015, article L541-40

**Thème(s) :** Autre, Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Article L541-40

I.-L'importation, l'exportation et le transit de déchets sont soumis aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

II.-En cas d'exportation de déchets soumise à notification, le notifiant est établi en France. Il en va de même pour la personne, visée au 1 de l'article 18 du règlement mentionné ci-dessus, qui organise un transfert de déchets dispensé de notification en application du 2 et du 4 de l'article 3 du même règlement.

La notification couvre le transfert des déchets depuis un lieu d'expédition unique.



<p>Le notifiant est défini à l'article 2.15 du règlement mentionné ci-dessus.</p> <p>Le présent article et l'article L. 541-42-2 peuvent être adaptés par la prise d'un accord bilatéral entre les Gouvernements des Etats d'expédition et de destination des déchets, dans les limites prévues par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil, du 14 juin 2006, concernant les transferts de déchets.</p>
<p><b>Constats :</b> Le registre des déchets consultés fait mention d'exportations vers l'Allemagne de monolithe broyée au cours de l'année 2022.</p> <p>Pour ces exportations, l'exploitant a justifié d'une notification n°FR 2022 085004 en date du 01/06/2022 valable jusqu'en 2025.</p> <p>Ce constat est conforme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>